

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION
DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ

Bureau de l'environnement
et de la concertation locale

Arrêté Préfectoral de mise en demeure

LE PRÉFET DE SAÔNE ET LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION LE
GRAND CHALON**
à CHALON SUR SAONE (Port Barois)

N° 09.03936

VU le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement et notamment l'article L.514-2,

VU l'arrêté préfectoral n°85-222 en date du 06 août 1985 autorisant la société UTEC à exploiter une station de traitement des ordures ménagères,

VU le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 17 août 1988 délivré au profit de la société SLEC INDUSTRIES,

CONSIDERANT que la visite d'inspection du 23 juillet 2009 a mis en évidence que la Communauté d'Agglomération du Grand Chalon exploite une station de transit d'ordures ménagères sur le site du Port Barois,

CONSIDERANT que l'exercice de cette activité nécessite une autorisation préfectorale au titre de la rubrique 322 A de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et que la Communauté d'Agglomération du Grand Chalon ne bénéficie pas de cette autorisation,

Sur proposition de Mme la secrétaire générale de la préfecture

ARRETE

ARTICLE 1er :

La COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU GRAND CHALON dont le siège social est situé à 15-23, rue Georges Pompidou à CHALON SUR SAONE, est mise en demeure de régulariser sous 6 mois la situation administrative du site qu'elle exploite au Port Barois, sur le territoire de la commune de CHALON SUR SAONE.

ARTICLE 2

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1, il pourra être fait application des procédures à l'article L. 514-2 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de CHALON SUR SAONE, M. le maire de CHALON SUR SAONE, M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Bourgogne, 15-17 avenue Jean Bertin – 21000 Dijon,
- l'exploitant.

Mâcon, le 27 SEP. 2009

Le préfet
Pour le Préfet
La Secrétaire Générale de la
Préfecture de Saône-et-Loire

Mario-Françoise LECAILLON